

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/40504]

24 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie Bruxelles Enseignement en exécution de la convention sectorielle 2021-2022

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du 22 mai 2019 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie Bruxelles Enseignement ;

Vu le « test genre » du 10 novembre 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 novembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 décembre 2021 ;

Vu le protocole n^o 552 du comité de secteur XVII, conclu le 1^{er} février 2022 ;

Considérant que la Communauté française et Wallonie Bruxelles Enseignement font face à de très importants défis en matière d'infrastructures scolaires ;

Qu'il est indispensable que la Communauté française et Wallonie Bruxelles Enseignement puissent se positionner comme un employeur attractif par rapport aux autres employeurs, qu'ils soient du secteur privé ou du secteur public, afin de pouvoir recruter et conserver un personnel dont les qualifications sont particulièrement recherchées ;

Que la barémisation de la prime octroyée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2018 fixant l'attribution d'une prime à certains membres du personnel de niveau 1, 2+ et 2 de la Direction générale des Infrastructures du Ministère de la Communauté française exerçant les responsabilités de fonctionnaire dirigeant de marchés de travaux permet la prise en compte de la revalorisation préalablement octroyée à ce personnel dans l'ensemble des composantes du salaire, ainsi que dans le calcul de la pension ;

Considérant que les membres du personnel affectés à l'équipe mobile de la Direction du Centre de Surveillance électronique sont sujet à de nombreux facteurs de risques dans le cadre de l'exercice de leurs missions ;

Qu'ils doivent en effet exercer, seul, une mission pouvant les exposer de manière fréquente à des comportements agressifs de la part des justiciables, qu'outre le risque évident d'atteinte à l'intégrité physique, ce fait engendre également une charge émotionnelle liée à l'appréhension d'une telle situation ;

Que leur fonction leur impose également à pénétrer dans des lieux dont on ne peut garantir la pleine salubrité, engendrant ainsi un certain risque sur leur santé ;

Qu'à l'instar d'autres catégories de personnel, il est nécessaire que le statut pécuniaire du personnel de l'équipe mobile prenne en compte les facteurs de risques auxquels ces membres du personnel sont confrontés ;

Considérant que le personnel de niveau 3 engagé au Centre de prêt de Naninne, appartenant aux catégories techniques et spécialisées et au groupe de qualification 1 font partie du personnel ayant le plus bas salaire au sein du Ministère ;

Que ce personnel est toutefois astreint à l'exécution de tâches pénibles et inconfortables dont il convient que le statut administratif tienne compte ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, il est inséré un Chapitre V/1, rédigé comme suit :

« Chapitre V/1. – Dispositions particulières

Section 1. – Dispositions particulières à certains membres du personnel de niveau 1, 2+ et 2 de la Direction générale des Infrastructures du Ministère de la Communauté française exerçant les responsabilités de fonctionnaire dirigeant de marchés de travaux

Art. 31/1. Les membres du personnel de niveau 1, à l'exception des fonctionnaires généraux, 2+ et 2 qui, au sein de la Direction générale des Infrastructures du Ministère de la Communauté française, exercent à hauteur de plus de 50 % de leurs prestations habituelles les responsabilités de fonctionnaire dirigeant de marchés de travaux au sens de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant des règles générales d'exécution des marchés publics bénéficient, pendant tout le temps de leur affectation, de l'échelle de traitement correspondant au rang de leur grade fixée dans le groupe de qualification 3.

Art. 31/2. La liste des membres du personnel qui bénéficient de l'application de l'article 31/1 est fixée et actualisée par le Secrétaire général du Ministère sur proposition du fonctionnaire général en charge de la Direction générale des Infrastructures.

Les membres du personnel définitifs perdent le bénéfice de l'échelle de traitement correspondant au rang de leur grade fixée dans le groupe de qualification 3 pour les périodes durant lesquelles ils ne se trouvent pas dans une position administrative d'activité de service.

Les membres du personnel contractuels perdent le bénéfice de l'échelle de traitement correspondant au rang de leur grade fixée dans le groupe de qualification 3 pour les périodes durant lesquelles leur contrat de travail est suspendu.

Le bénéfice de l'échelle de traitement correspondant au rang de leur grade fixée dans le groupe de qualification 3 est suspendue lorsque la mention d'évaluation défavorable est attribuée.

Section 2. – Disposition particulière pour le personnel du Centre de Surveillance électronique.

Art. 31/3. Les agents de niveau 2 et les membres du personnel contractuels correspondants engagés au sein de l'équipe mobile de la Direction du Centre de Surveillance électronique de l'Administration générale des Maisons de justice bénéficient de l'échelle de traitement correspondant au rang de leur grade fixée dans le groupe de qualification 2.

Section 3. – Disposition particulière pour le personnel du Centre de prêt de Naninne

Art. 31/4. Les agents de niveau 3 et les membres du personnel contractuels correspondants engagés au Centre de prêt de Naninne, appartenant aux catégories techniques et spécialisées du groupe de qualification 1, bénéficient de l'échelle de traitement correspondant au rang de leur grade fixée dans le groupe de qualification 2. ».

CHAPITRE II. — *Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles Enseignement*

Art. 2. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie Bruxelles Enseignement, il est inséré un article 42/1 rédigé comme suit :

« Art. 42/1. Le titre de la section 1 du Chapitre V/1. – Dispositions particulières, du même arrêté doit se lire comme suit

Section 1. – Dispositions particulières à certains membres du personnel de niveau 1, 2+ et 2 de la Direction générale des Bâtiments et de la Logistique de Wallonie-Bruxelles Enseignement exerçant les responsabilités de fonctionnaire dirigeant de marchés de travaux ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un article 42/2 rédigé comme suit :

« Art. 42/2. A l'article 31/1 du même arrêté, les mots « Direction générale des Infrastructures du Ministère de la Communauté française » doivent se lire « Direction générale des Bâtiments et de la logistique de Wallonie-Bruxelles Enseignement ».

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article 42/3 rédigé comme suit :

« Art. 42/3. – A l'article 31/2 du même arrêté :

1° les mots « le Secrétaire général du Ministère » doivent se lire « l'Administrateur général » ;

2° les mots « de la Direction générale des Infrastructures » doivent se lire « de la Direction générale des Bâtiments et de la logistique ».

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 5. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2018 fixant l'attribution d'une prime à certains membres du personnel de niveau 1, 2+ et 2 de la Direction générale des Infrastructures du Ministère de la Communauté française exerçant les responsabilités de fonctionnaire dirigeant de marchés de travaux est abrogé.

Les membres du personnel qui, à l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont repris sur la liste établie en application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2018 fixant l'attribution d'une prime à certains membres du personnel de niveau 1, 2+ et 2 de la Direction générale des Infrastructures du Ministère de la Communauté française sont également repris sur la liste établie en application de l'article 31/2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel qu'inséré par l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} février 2022.

Art. 7. Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 24 février 2022.

Par le Gouvernement de la Communauté française:

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/40504]

24 FEBRUARI 2022. — **Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 tot bepaling van het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van regering van de Franse Gemeenschap en van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het WBE-personeel ter uitvoering van de sectorovereenkomst 2021-2022**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014,

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijke statuut van de ambtenaren van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het WBE-personeel;

Gelet op de "gendertest", op 10 november 2021 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 november 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 9 december 2021;

Gelet op het protocol nr. 552 van het comité van sector XVII, gesloten op 1 februari 2022;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap en Wallonie Bruxelles Enseignement voor zeer belangrijke uitdagingen op het vlak van schoolinfrastructuur staan;

Dat het essentieel is dat de Franse Gemeenschap en Wallonie Bruxelles Enseignement zich kunnen positioneren als een aantrekkelijke werkgever ten opzichte van andere werkgevers, zowel in de privé- als in de overheidssector, om personeel, waarvan de kwalificaties bijzonder geëerd zijn, te kunnen aanwerven en behouden;

Dat de barema's van de premies toegekend door het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2018 tot vaststelling van de toekenning van een premie aan sommige personeelsleden van de niveaus 1, 2+ en 2 van de Algemene Directie Infrastructuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die de verantwoordelijkheden uitoefenen van leidend ambtenaar die opdrachten voor de uitvoering van werken beheert, het mogelijk maakt om de herwaardering die eerder aan dit personeel werd toegekend, in aanmerking te nemen in alle bestanddelen van het loon, alsook in de berekening van het pensioen;

Overwegende dat de personeelsleden van het mobiele team van de Directie van het Centrum voor elektronisch toezicht bij de uitvoering van hun opdrachten aan talrijke risicofactoren zijn blootgesteld;

Dat zij in feite alleen een opdracht moeten uitvoeren die hen kan blootstellen aan agressief gedrag van de rechtszoekenden, dat dit feit, naast het voor de hand liggende risico van lichamelijk letsel, ook een emotionele last genereert die verband houdt met de vrees voor een dergelijke situatie;

Dat zij zich voor hun ambt ook op plaatsen moeten begeven waarvan niet kan worden gegarandeerd dat zij volledig hygiënisch zijn, wat een zeker risico inhoudt voor hun gezondheid;

Dat, net als bij andere personeelscategorieën, bij de financiële status van het personeel van mobiele teams rekening moet worden gehouden met de risicofactoren waarmee dit personeel wordt geconfronteerd;

Overwegende dat het personeel van niveau 3 van het Naninne-centrum, dat tot de technische en gespecialiseerde categorieën en tot kwalificatiegroep 1 behoort, tot het laagst betaalde personeel van het Ministerie behoort;

Dat deze personeelsleden echter zware en lastige opdrachten moeten verrichten, waarmee in het administratieve statuut rekening moet worden gehouden;

Op de voordracht van de minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 tot bepaling van het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van regering van de Franse Gemeenschap

Artikel 1. In het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 tot bepaling van het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van regering van de Franse Gemeenschap wordt een hoofdstuk V/1 ingevoegd, luidende als volgt:

"Hoofdstuk V/1. - Bijzondere bepalingen

Afdeling 1 - Bijzondere bepalingen voor sommige personeelsleden van niveau 1, 2+ en 2 van de Algemene Directie Infrastructuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die de verantwoordelijkheden uitoefenen van leidend ambtenaar die opdrachten voor de uitvoering van werken beheert.

Art. 31/1. De personeelsleden van niveau 1, met uitzondering van de algemene ambtenaren, 2+ en 2, die binnen de Algemene Directie Infrastructuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap meer dan 50% van hun gebruikelijke ambt uitoefenen als leidend ambtenaar belast met de uitvoering van opdrachten voor werken in de zin van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten, genieten voor de volledige duur van hun affectatie het barema dat overeenstemt met de rang van hun graad bepaald in kwalificatiegroep 3.

Art. 31/2. De lijst van de personeelsleden die in aanmerking komen voor de toepassing van artikel 31/1 wordt opgesteld en bijgewerkt door de secretaris-generaal van het ministerie op de voordracht van de algemene ambtenaar die verantwoordelijk is voor de Algemene directie Infrastructuur.

Personeelsleden in vast verband aangeworven, verliezen het voordeel van de loonschaal die overeenkomt met de rang van hun graad in kwalificatiegroep 3, voor de periodes waarin zij niet administratief in actieve dienst zijn.

De contractuele personeelsleden verliezen het voordeel van de loonschaal die overeenkomt met hun rang van graad in kwalificatiegroep 3, voor de periodes gedurende welke hun arbeidsovereenkomst is opgeschort.

Het voordeel van de loonschaal die overeenkomt met de rang van hun graad in kwalificatiegroep 3 wordt opgeschort wanneer het ongunstige beoordelingscijfer wordt toegekend.

Afdeling 2. - Bijzondere bepaling voor het personeel van het Centrum voor elektronisch toezicht

Art. 31/3. Ambtenaren van niveau 2 en de overeenkomstige contractuele personeelsleden die zijn tewerkgesteld in het mobiele team van de Directie van het Centrum voor elektronisch toezicht van de algemene administratie van de Justitiehuisen, genieten de loonschaal die overeenstemt met de rang van hun in kwalificatiegroep 2 ondergebrachte graad.

Afdeling 3. - Bijzondere bepaling voor het personeel van het Leencentrum Naninne

Art. 31/4. Ambtenaren van niveau 3 en overeenkomstige contractuele personeelsleden die werkzaam zijn in het Leencentrum Naninne en tot de technische en gespecialiseerde categorieën van kwalificatiegroep 1 behoren, vallen onder de loonschaal die overeenkomt met hun in kwalificatiegroep 2 vastgestelde graad."

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepaling van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het WBE-personeel*

Art. 2. In het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het WBE-personeel, wordt een artikel 42/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 42/1. Het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk V/1. - Bijzondere bepalingen, van hetzelfde besluit dient te worden gelezen als volgt:

Afdeling 1 - Bijzondere bepalingen voor sommige personeelsleden van niveau 1, 2+ en 2 van de Algemene directie Gebouwen en Logistiek van het Wallonie Bruxelles Enseignement die de verantwoordelijkheden uitoefenen van leidend ambtenaar die belast is met het beheer van opdrachten voor de uitvoering van werken".

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 42/2 ingevoegd dat luidt als volgt

"Art. 42/2. In artikel 31/1 van hetzelfde besluit worden de woorden "Algemene directie Infrastructuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap" vervangen door "Algemene directie Gebouwen en logistiek van het Wallonie Bruxelles Enseignement".

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 42/3 ingevoegd dat luidt als volgt:

"Art. 42/3. - In artikel 31/2 van hetzelfde besluit:

1° de woorden "de secretaris-generaal van het Ministerie" worden gelezen als "de administrateur-generaal";

2° de woorden "van de Algemene directie Infrastructuur" worden vervangen door "van de Algemene directie Gebouwen en logistiek".

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 5. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2018 tot vaststelling van de toekenning van een premie aan sommige personeelsleden van de niveaus 1, 2+ en 2 van de Algemene Directie Infrastructuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die de verantwoordelijkheden uitoefenen van leidend ambtenaar die opdrachten voor de uitvoering van werken beheert, wordt opgeheven.

De personeelsleden die bij de inwerkingtreding van dit besluit in de lijst zijn opgenomen, opgesteld overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2018 tot vaststelling van de toekenning van een premie aan sommige personeelsleden van de niveaus 1, 2+ en 2 van de Algemene Directie Infrastructuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap worden eveneens opgenomen in de lijst opgesteld met toepassing van artikel 31/2 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 tot bepaling van het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van regering van de Franse Gemeenschap, ingevoegd bij artikel 1 van dit besluit.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 februari 2022.

Art. 7. De minister bevoegd voor ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Bruxelles, 24 februari 2022.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en Toezicht op Wallonie Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2022/201535]

14. DEZEMBER 2021 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 6. Dezember 2011 zur Förderung der Jugendarbeit

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 1 des Dekrets vom 6. Dezember 2011 zur Förderung der Jugendarbeit, abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2020, wird wie folgt abgeändert:

1. In Nummer 1 wird die Wortfolge "von 4 bis 11 Jahren" durch die Wortfolge "von 4 bis 9 Jahren" ersetzt.

2. In Nummer 2 wird die Wortfolge "von 12 bis 30 Jahren" durch die Wortfolge "von 10 bis 30 Jahren" ersetzt.

3. In Nummer 8 wird zwischen das Wort "die" und das Wort "beruflich" die Wortfolge "als Jugendsozialarbeiter oder Jugendarbeiter-Assistent" eingefügt.

4. Nummer 14 wird wie folgt ersetzt:

"14. Träger der Offenen Jugendarbeit: je nach Fall eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die die allgemeinen Förderkriterien als Jugendeinrichtung gemäß Artikel 5 erfüllt und in der betreffenden Gemeinde mit der Offenen Jugendarbeit beschäftigt ist, die jeweilige Gemeinde oder die Regierung;"

5. In Nummer 15 wird der Punkt am Ende des Satzes durch ein Semikolon ersetzt.

6. Folgende Nummer 16 wird eingefügt:

"16. Förderzeitraum: Zeitraum, der fünf Jahre umfasst und immer zum 1. Januar beginnt, in dem die Förderung gemäß dem vorliegenden Dekret gewährleistet wird;"

7. Folgende Nummer 17 wird eingefügt:

"17. Datenschutz-Grundverordnung: die Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG."